

RELANCE DE VOLKSWAGEN, REPORT DU PROJET DE PEUGEOT

Bouchouareb a-t-il fait son choix ?

Le lancement du projet de l'usine Peugeot en Algérie vient d'être reporté hier à «une date ultérieure», selon le ministre de l'Industrie, Abdesslem Bouchouareb. La veille, samedi, jour de repos, une délégation du groupe Sovac a été reçue par ce même ministre qui lui a fait part de sa volonté de la «levée de toutes les contraintes administratives» qui bloquaient l'avancement du projet de Volkswagen dans la wilaya de Relizane.

Deux annonces paradoxales et inattendues, l'une comme l'autre et qui ont tout au moins le mérite de venir renforcer la chape de plomb qui pèse de plus en plus sur le secteur de l'automobile dans notre pays.

Paradoxales, dans la mesure où pour le premier projet, tous les préparatifs avaient atteint un stade de maturité avancé, selon les précédentes et différentes déclarations de Bouchouareb him-self qui prévoyait même le lancement de la production de l'usine durant l'année 2017 pour une capacité annuelle de l'ordre de 100 000 unités, et 3 modèles, Peugeot 208, Peugeot 301 et Citroën C-Elysée.

Domiciliée dans la région d'Oran, cette usine entre dans le cadre d'une association entre le groupe PSA et deux industriels algériens dont le groupe Benhamadi.

Annoncée au mois de juin 2015, confirmée en décembre dernier, la signature de l'accord des associés pour le lancement de l'usine d'assemblage des véhicules du groupe PSA Peugeot Citroën était attendue pour ce 10 avril à l'occasion de la tenue des assises du Comité intergouvernemental de haut niveau algéro-français (CIHN) sous la présidence des chefs de gouvernement des deux pays.

Un report et des interrogations

Pour le second projet, celui de Volkswagen, la situation était tout autre. La visite de la délégation



Abdesslem Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines.

allemande en Algérie, en mars écoulé, a été, rappelons-le, sanctionnée par des déclarations fermes du ministre de l'Industrie sur «l'obligation du groupe allemand de se conformer aux orientations du gouvernement, en s'impliquant directement» dans le projet initié par son partenaire, Sovac, à Relizane pour l'assemblage de 3 modèles, VW Polo Classique, VW Amarok et Skoda Octavia. Ce ren-

voi pour une nouvelle offre adaptée à ces exigences avait suscité diverses interrogations quant aux motivations réelles de la décision du représentant du gouvernement, d'autant que des projets similaires ont été lancés, dans les mêmes conditions, sans l'implication directe des constructeurs et avec, en prime, le consentement des pouvoirs publics. Inattendues, dès lors que l'opinion publique était large-

ment préparée pour l'annonce de la signature de l'accord pour l'usine de Peugeot que pour une relance aussi rapide du projet de Volkswagen. S'il est vrai que l'Algérie reste le pays des miracles où l'improvisation est érigée depuis des lustres comme mode de gestion, on ne peut en revanche se contenter du simple et lapidaire «non-maturation du projet» annoncé par le ministère de l'Industrie pour justifier le report de la signature de l'accord pour l'usine Peugeot, alors qu'elle était soigneusement préparée des deux côtés et intégrée dans l'agenda de cette session du CIHN depuis plusieurs semaines.

Photo : Samir Sid

Que cache ce retournement de situation ?

Il est évident que ce coup de théâtre puiserait ses origines dans la tension extrême qui caractérise actuellement les relations entre la France et l'Algérie suite aux révélations des Panama Papers et la couverture qui en avait été faite par la presse française à travers l'implication directe du ministre de l'Industrie.

En relançant le projet de

Volkswagen et en mettant au frigo celui de Peugeot, le gouvernement algérien ne voudrait-il pas dire toute sa colère face à cette «campagne de dénigrement» par presse interposée et qui serait appréciée comme une ingratitude, vu les largesses octroyées habituellement aux entreprises françaises ? Ce retournement de situation serait-il conjoncturel ou annonciateur de mutations profondes dans le secteur de l'automobile notamment et quelles seraient encore les conséquences à venir sur le secteur ? Le ministère de l'Industrie ira-t-il jusqu'à favoriser et encourager le projet de Sovac au détriment de Peugeot ? Autant de questions qui s'imposent et pour lesquelles les réponses ne sauraient vraisemblablement tarder.

Par ailleurs, il est utile de rappeler que cette décision intervient à la veille d'un autre report probable, celui de la publication des quotas d'importation de véhicules pour l'année 2016 et dont le gros des contingents serait alloué logiquement aux marques françaises, en raison de l'importance de leurs parts de marché au niveau local.

B. Bellil

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE SE PORTE GARANT
DE SA CONCRÉTISATION

Le projet de l'usine Volkswagen sur les rails

Après un mois de négociations avec le constructeur automobile Volkswagen, le ministre de l'Industrie et des Mines a donné, samedi, son aval et a confirmé son soutien pour la mise en place d'une usine d'assemblage à Relizane par le représentant officiel du groupe allemand en Algérie, Sovac.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - L'avancée des négociations du partenariat Volkswagen-Sovac pour la construction de véhicules «Made in Algeria» prend bon train, selon le P.dg du groupe Sovac, Mourad Oulmi, et le ministre de l'Industrie et des Mines, A. Bouchouareb. Ayant confirmé la wilaya de Relizane pour abriter le projet de l'usine d'assemblage, celui-ci dit s'engager «personnellement» à son suivi jusqu'à la sortie de la première automobile de la

marque allemande «fabriquée en Algérie», à en croire le communiqué de Sovac. Ceci, en perspective de la prochaine visite d'une nouvelle délégation du groupe Volkswagen pour la finalisation du dossier en cours.

A préciser que l'usine dont il est question sera dédiée à un assemblage de type SKD des véhicules du groupe Volkswagen. Autrement dit, outre les pièces importées, le taux d'intégration locale varie entre 1% et 8% seulement.

Sachant que dès le premier trimestre de 2017, trois modèles phares du groupe allemand seront assemblés et commercialisés, la Polo Classique, la Skoda Octavia et le Pick-up Amarok. A cet effet, M. Oulmi a assuré que si les négociations maintiennent «leur rythme actuel, l'ensemble des objectifs assignés aux titulaires du projet seront atteints dans les délais prévus» pour que la première voiture Volkswagen «Made ou Assembled in Algeria» soit présente au «prochain Salon de l'automobile d'Alger».

Les promesses de A. Bouchouareb de lever toutes contraintes et d'assouplir les procédures susceptibles de retarder le projet Volkswagen-Sovac, évoqués dans le communiqué de ce

dernier, semblent vouloir mettre fin à «l'ancien différend» entre lui et M. Oulmi. Dans ce même contexte, il est à rappeler que le P-dg de Sovac n'avait pas été associé à l'importante délégation économique, constituée d'hommes d'affaires algériens, menée par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, en novembre passé à Berlin. Il s'agissait pourtant du représentant officiel de l'un des plus grands constructeurs automobiles à l'échelle mondiale. A savoir, le groupe allemand Volkswagen est détenteur des marques : Volkswagen pour les véhicules utilitaires, Porsche, Audi, Skoda et Seat, entre autres. Des enseignes notoires et très appréciées auprès du consommateur algérien.

N. B.

ANNÉE AGRICOLE

D'ores et déjà «globalement sauvée»

Pour le directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), les dernières précipitations incitent à l'optimisme. Il estime que l'année agricole pourra ainsi être «sauvée».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Intervenant hier, sur les ondes de la radio chaîne III, Fouad Chehat affirme que les dernières précipitations ont apporté de l'optimisme particulièrement dans les régions Est du pays. «Globalement, l'année agricole peut être sauvée et pourra être moyenne surtout s'il y a quelques pluies durant le mois d'avril jusqu'à début mai car nous avons encore besoin de pluie notamment pour le blé», dit-il.

Le directeur général de l'INRA rappelle ainsi que 80% de l'agriculture algérienne sont liés à la pluviométrie. «Cela signifie que nous sommes fortement dépendants en matière des quantités de pluies qui tombent

et de leur répartition dans le temps», précise-t-il.

Une dépendance à laquelle seule l'irrigation d'appoint pourra remédier. L'invité de la radio insiste sur la mise en place de systèmes adéquats car, explique-t-il, «il ne suffit pas d'avoir beaucoup de barrages mais il faut aussi mettre en place les dispositifs qui permettent d'amener l'eau jusqu'aux parcelles».

Selon lui, passer de 50 000 ha à 1,5 million d'ha irrigués en moins de vingt ans est un «exploit digne d'être mis en évidence». Toujours est-il, «cela ne suffit pas et il faudra aller vers l'objectif fixé, celui d'atteindre deux millions d'hectares irrigués dans les

cinq prochaines années». Un objectif qui ne sera réalisé qu'«en exploitant au mieux tous les barrages mais aussi en utilisant de manière plus importante les nappes phréatiques dans les zones où nous souhaitons créer une irrigation d'appoint pour les cultures telles que les céréales».

Evoquant l'importation des semences, Fouad Chehat estime qu'«il n'est pas normal» que l'Algérie continue à importer les semences. «Aujourd'hui, nous importons encore la semence de la pomme de terre mais il faudrait arriver à supprimer ces importations», dit-il.

Justement, poursuit-il, «nous sommes capables dans les trois prochaines années de supprimer totalement les importations de la semence de la pomme de terre de classe A qui peut être produite en Algérie et qui représente l'équivalent de 70 à 80 millions

de dollars chaque année».

Une suppression qui ne peut se concrétiser sans pour autant, ajoute-t-il, améliorer l'exploitation de nos capacités et la gestion des quantités produites saison par saison.

Le DG de l'INRA rappelle que 170 établissements producteurs algériens de semences de différentes classes sont déjà en activité. Des producteurs qui doivent selon lui être aidés afin de renforcer leurs capacités et moyens. «L'idée est également d'amener les importateurs de semences à investir dans le même créneau sur place. Il est question de réorienter leurs capitaux vers la production de semences, soit avec une collaboration avec les établissements existants, soit à travers la création de leur propre établissement de multiplication de semence», explique-t-il encore.

Ry. N.